

France. Immobilismes et renaissances

En mai 1988, le socialiste François Mitterrand avait été largement réélu. Dès juin, de nouvelles élections législatives donnaient une majorité simple au P.S. Michel Rocard forma un gouvernement composé de socialistes et des quelques personnalités de centre-droit ralliées à la « majorité présidentielle ».

La première année de la législature à majorité relative socialiste fut marquée par le contraste entre l'immobilisme social du patronat et du gouvernement et la santé florissante des entreprises. Il en résulta une renaissance spectaculaire des mouvements sociaux revendicatifs, que ne surent capitaliser ni la droite, ni le Parti communiste (P.C.F.), figés dans leurs archaïsmes. Les élections municipales de mars 1989 et les européen-

nes, en juin, furent donc un succès relatif pour le Parti socialiste (P.S), avec une consolidation de l'extrême droite et le retour spectaculaire des écologistes.

Interminable rigueur, ébullition sociale

Avec le vote assez rapide d'un « impôt de solidarité sur la fortune » finançant un « revenu minimum d'insertion » (RMI) pour les plus pauvres, l'Assemblée épuisa rapidement son agenda social. Le 15 novembre, Michel Rocard annonça la poursuite de « l'effort de rigueur pendant une quinzaine de mois ». Cet

1. DÉMOGRAPHIE, CULTURE, ARMÉE

INDICATEUR	UNITÉ	1970	1980	1988
Démographie				
Population	million	50,8	53,9	55,8
Densité	hab./km ²	92,8	100,9	102,0
Croissance annuelle	%	0,8 ^a	0,4 ^b	0,4 ^c
Mortalité infantile	% _∞	18,2	10,0	8 ^c
Espérance de vie	année	71,9	74,8	76 ^c
Population urbaine	%	71,0	73,2	73,6
Culture				
Nombre de médecins	% _∞ hab.	1,34	2,00	3,19 ^a
Scolarisation 2 ^e degré ¹	%	74	85	95 ^c
3 ^e degré	%	19,5	25,5	30,2 ^c
Postes tv	% _∞	..	354	402 ^c
Livres publiés	titre	22935	32318	37860 ^d
Armée				
Marine	millier d'h.	72	69,9	66,5
Aviation	millier d'h.	106	103,5	95,0
Armée de terre	millier d'h.	328	321,0	280,9

a. 1965-75; b. 1975-85; c. 1986; d. 1985; e. 1985-90; f. 11-17 ans.

3. ÉCONOMIE

INDICATEUR	UNITÉ	1970	1980	1988
PIB				
Croissance annuelle	milliard \$	152,3	637,0	899,8
Par habitant	%	4,7 ^a	2,5 ^b	3,4
Structure du PIB	\$	3000	11860	16128
Agriculture	%	6,3	4,0	3,7 ^c
Industrie	%	38,1	35,4	31,6 ^c
Services	%	55,5	60,1	64,7 ^c
Taux d'inflation	%	5,9	13,3	3,1
Population active	million	21,4	23,4	24,1 ^c
Agriculture	%	13,5	8,7	7,1 ^c
Industrie	%	39,2	35,9	30,8 ^c
Services	%	47,2	55,4	62,1 ^c
Chômage	%	2,4	6,3	10,2 ^a
Dépenses publiques				
Éducation	% PIB	4,9	5,1	6,1 ¹
Défense	% PIB	4,2	4,0	3,2
Recherche et Développement				
Production d'énergie	% PIB	1,9	1,8	2,33
Consommation d'énergie	million TEC	60,8	50,3	65,3 ^d
	million TEC	194,5	237,3	212,8 ^d

a. 1965-75; b. 1975-85; c. 1987; d. 1986; e. En fin d'année; f. 1984.

2. COMMERCE EXTÉRIEUR

INDICATEUR	UNITÉ	1970	1980	1988
Commerce extérieur				
Total imports	% PIB	13,2	18,8	18,3
Produits agricoles	milliard \$	19,1	134,9	178,8
Produits énergétiques	%	21,6	14,0	13,3
Autres produits miniers	%	12,1	26,6	7,9
Total exports	%	4,8	3,8	1,7
Produits agricoles	milliard \$	18,1	116,0	167,6
Produits miniers ^b	%	18,9	18,2	18,0
Produits industriels	%	4,2	3,5	1,0
Principaux fournisseurs	% imports	74,8	78,3	79,3
CEE	%	56,0	48,1	60,4
PVD	%	20,8	26,7	14,6
États-Unis	%	9,9	7,7	7,7
Principaux clients				
CEE	% exports	57,0	53,3	61,6
Afrique	%	10,9	11,0	7,3
Autres PVD	%	9,4	13,7	10,4

a. Marchandises; b. Produits énergétiques non compris.

effort durait depuis déjà six ans. Pourtant, la part du profit dans le produit intérieur brut (31 %) avait retrouvé son niveau d'avant la crise. La croissance du produit marchand, tirée par l'investissement (+ 9 %) et l'exportation, a été de 3,7 % en 1988.

Seule ombre justifiant la rigueur dans la perspective du Marché unique européen de 1993 : le déficit extérieur s'est creusé (- 33 milliards FF) frappant plus particulièrement l'industrie (- 42 milliards FF). La France a encore perdu un dixième de point sur le marché mondial. On pouvait douter cependant que le coût salarial (qui a continué à baisser par rapport à la RFA) y fût pour grand-chose. Le franc est resté surévalué, le patronat français persistant dans son incapacité à se tourner vers des marchés solvables, sur des produits d'avenir.

Pourtant, le gouvernement a poursuivi le libéralisme économique de

son prédécesseur de droite : ni la politique industrielle, ni les grandes agences de la législature 1981-1986 (économies d'énergie, valorisation de la recherche) n'ont été relancées. Pas plus d'ailleurs que le « tiers secteur » et les travaux d'utilité sociale, malgré un discours tenu sur la « politique de la cage d'escalier », et le maintien du taux de chômage au-dessus de 10 %. N'osant s'en prendre à la masse des dépenses militaires, le budget 1989 n'a pu consacrer qu'une somme très insuffisante à la recherche et à la reconstruction du système d'enseignement. Le prestige de la finance a connu pourtant un coup d'arrêt au début de 1989 avec les scandales Péchiney et Société Générale (il s'agissait de délits d'initiés).

Dans cette ambiance restée libérale, le contraste entre la rigueur frappant les salariés, en particulier les fonctionnaires, et la prospérité des firmes et des professions indé-

pendantes déboucha dès l'automne 1988 sur une longue série de grèves dures, gérées par assemblées générales et coordinations, où s'articulaient difficilement les revendications salariales et la contestation des conditions de travail : grèves des infirmières et des aides-soignantes, du métro, des postes... Dans la fonction publique (et en particulier dans l'enseignement), la maladresse du gouvernement, qui prétendait échanger la très nécessaire réforme du métier contre la non moins légitime revalorisation des salaires, provoqua des blocages inuilement longs, sans faire avancer significativement les réformes.

Les questions coloniales

Ce mélange d'immobilisme, de maladresses, et de velléités réformatrices suscita un certain scepticisme sur la méthode gouvernementale. Elle ne manquait pourtant pas de justifications. L'idée proclamée était de traiter à fond les dossiers l'un après l'autre, en jouant sur la durée. Le mauvais état de la droite et du Parti communiste permettrait un travail législatif visant au consensus, ou du moins à des majorités variables (avec les communistes ou les centristes) autour du groupe socialiste.

Malheureusement, la société était lourde d'attentes, et le gouvernement sembla trop souvent s'en tenir à l'héritage du gouvernement autoritaire-libéral des années 1986-1988 (Jacques Chirac, Premier ministre). Ainsi, il fallut un appel solennel du président Mitterrand et l'indignation croissante des organisations antiracistes pour que fût envisagé le démantèlement de la loi Pasqua sur les conditions de séjour des étrangers. De même, la loi Méhaignerie libérant les loyers resta intouchée assez longtemps pour chasser de Paris nombre de ménages à revenus même moyens. Les questions coloniales révélèrent particulièrement les limites de la méthode : manque d'articulation avec les mouvements

sociaux, pesanteurs administratives. Opérant à chaud après le massacre d'Ouvéa en mai 1988, par lequel le gouvernement Chirac avait quasiment relancé une guerre coloniale en Nouvelle-Calédonie, le nouveau gouvernement ne ménagea pas ses efforts pour rapprocher les deux communautés principales du territoire.

L'accord de Matignon (22 septembre 1988) y redistribua le pouvoir régional entre Kanaks et colons caldoches, et annonçait un plan de développement économique et culturel de la communauté canaque, le référendum d'autodétermination étant renvoyé à dix ans. Malheureusement, le référendum ratifiant l'accord ne mobilisa guère l'opinion métropolitaine et fut rejeté en région caldoche. Le manque de suivi dans le plan de développement laissa s'accumuler les rancœurs chez les Kanaks jusqu'à l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené (dirigeants du Front de libération nationale kanak et socialiste et signataires des accords) par un Kanak hostile aux

accords. Suivant la même méthode, le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, négocia à l'hiver une trêve avec les nationalistes corses. Mais cette fois le mouvement social bouscula le calendrier. En février se déclencha une grève des fonctionnaires de Corse contre la vie chère, que l'intransigeance gouvernementale fit durer plus de deux mois, en caressant les sentiments anticorses des Métropolitains, sans pouvoir précipiter les réformes structurelles. Même si les autonomistes ont pu faire entendre enfin leurs critiques d'une société coloniale bloquée, la Corse sortit du conflit économiquement exsangue.

La leçon corse illustra d'ailleurs une des circonstances à la décharge du gouvernement Rocard : la difficulté à trouver dans la société civile des forces réformatrices organisées. L'Église catholique (mobilisée aux côtés des autres grandes familles de pensée dans les négociations en Nouvelle-Calédonie) se discrédita à l'automne par une série de prises de position réactionnaires en matière de

liberté d'opinion et de morale sexuelle. Quant aux syndicats, ils furent souvent mis entre parenthèses par les travailleurs en lutte, regroupés en coordinations. Force Ouvrière et la CGT (Confédération générale du travail) s'enfoncèrent dans une attitude purement revendicative. La C.F.D.T. (Confédération française démocratique du travail) acheva son évolution gestionnaire, chassant de ses rangs les militants combattifs qui avaient suivi les décisions des coordinations plutôt que les consignes confédérales. Après les grèves, les exclus formèrent de petits syndicats — SUD (Solidarité, Unité, Démocratie) chez les postiers, CRC (Coordonner, Rassembler, Construire) dans la Santé — qui connurent de notables succès aux élections professionnelles, tout comme la progressiste Confédération paysanne au scrutin des Chambres d'Agriculture. Mais ces forces sociales en émergence restent fragiles.

Ultime élections

L'opinion publique sembla d'abord partager l'absence de « grand dessein » de son gouvernement. Les élections municipales de mars 1989 ne sanctionnèrent donc nullement la majorité présidentielle, qui effaça ses défaites de 1983 et gagna ou regagna Nantes, Strasbourg, Dunkerque, conserva Marseille (à travers la dissidence de l'ex-socialiste Robert Vigouroux), mais ne put prendre ou reprendre les villes symboles de la modernité, comme Toulouse et Grenoble. La droite n'avait pas su tirer les leçons des défaites de l'année précédente. Autour de Michel Noir, nouveau maire RPR (Rassemblement pour la République) de Lyon, et de quelques jeunes maires de grandes villes, se dessina d'ailleurs aussitôt un mouvement « rénovateur » du RPR et de l'UDF (Union pour la démocratie française), traduisant autant le déclin des anciens leaders que l'émergence d'un pouvoir régional moderniste.

Le P.C.F. perdit le quart de ses municipalités, ne se maintenant que dans ses bastions de la banlieue parisienne. Plus que son opposition au modératisme gouvernemental, c'est son esprit de secte qui fut sanctionné : partout où ils dirigeaient déjà des municipalités, les dissidents internes

FRANCE

République française.

Capitale : Paris.

Superficie : 547.026 km².

Monnaie : franc (1 Ecu = 7,02 FF et 1 dollar des États-Unis =

6,61 FF au 24.6.89).

Langues : français ; langues

régionales : breton, catalan, occi-

tan, basque, alsacien, flamand.

Chef de l'État : François Mitter-

rand, président de la République

(depuis mai 1981).

Chef du gouvernement : Michel

Rocard (depuis le 8.5.88).

Nature de l'État : république.

Nature du régime : démocratie

parlementaire.

Principaux partis politiques :

Gouvernement : Parti socialiste

(P.S.). Opposition : Centre des

démocrates sociaux (CDS), Ras-

semblement pour la République

(R.P.R.) ; Union pour la démocra-

tie française (UDF), comprenant

notamment le Parti républicain

(P.R.) ; Parti communiste français

(P.C.F.) ; Front national (F.N.) ;

DOM, TOM et CT ; Départe-

ments d'outre-mer (DOM) ;

Guadeloupe ; Martinique ;

Guyane [Amérique] ; Réunion

[océan Indien] ; Territoires

d'outre-mer (T.O.M.) ; Nouvelle

Calédonie, Wallis et Futuna,

Polynésie française [Océanie],

Terres australes et antarctiques.

Collectivités territoriales (CT) :

Saint-Pierre-et-Miquelon [Améri-

que], Mayotte [océan Indien].

Carte : p. 469.

Statistiques : voir aussi p. 470.

- ALPHANDÉRY P., BITOUN P., DUPONT Y., *Les Champs du départ : une France sans paysans ?*, La Découverte, Paris, 1989.
- « Bilan du Septennat. L'alternance dans l'alternance », *Le Monde/Dossiers et documents*, Paris, 1988.
- « La V^e République (30 ans) », *Pouvoirs*, n° 49, Paris, 1989.
- INSEE, *Données sociales 1987*, Paris.
- DEBRAY R., *Que vive la République !*, Odile Jacob, Paris, 1989.
- DELORS J. et CLUSTHÈNE, *La France par l'Europe*, Grasset, 1989.
- « La France, une nation, des citoyens », *Hérodote*, n° 50-51, La Découverte, Paris, 1988.
- GIUDICE F., *Têtes de Turcs en France*, La Découverte, Paris, 1989.
- LIPETZ A., *Choisir l'audace : une alternative pour le xx^e siècle*, La Découverte, Paris, 1989.
- MAYER N., PERINEAU P. (sous la dir. de), *Le Front national à découvert*, Presses de la FNSP, Paris, 1989.
- PUMAIN D., GENTELLE P., *Voir la France autrement*, La Documentation française, Documentation photographique, n° 6109, Paris, 1989.
- VERDIÉ M. (sous la dir. de), *L'état de la France et de ses habitants*, La Découverte, coll. « L'état du monde », Paris, 1989.

(« reconstructeurs », comme au Mans) ou externes (« rénovateurs », comme à Fos-sur-Mer) l'emportèrent sur les candidats du parti. Quant au Front national, il s'enracina dans les municipalités sans retrouver les scores de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de 1988 (de 10 à 30 %).

Seule expression de l'aspiration au renouveau et du vide laissé par le silence du réformisme socialiste : la spectaculaire poussée des Verts, qui dépassèrent les 10 % dans les deux tiers des villes où ils se présentaient, se maintinrent au second tour (ou

alors fusionnèrent en général avec la liste de gauche), et accrurent encore leur score, au-delà de 15 %.

Les élections européennes du 18 juin 1989, les sondages consacreront les Verts (10,6 %) comme quatrième courant politique du pays, derrière l'Union de la droite (28,9 %) et le PS (23,6 %), juste derrière le Front national (10,7 %), devant les centristes (8,4 %) et le PCF (7,7 %). Mais moins de la moitié du corps électoral s'était senti mobilisé.

Alain Lipietz